

Études internationales



GROSSER, Pierre, *Pourquoi la 2^e Guerre mondiale ? Bruxelles*, Éditions Complexe, 1999, 309 p.

Yves Beigbeder

Volume 32, numéro 1, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704270ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704270ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beigbeder, Y. (2001). Compte rendu de [GROSSER, Pierre, *Pourquoi la 2^e Guerre mondiale ? Bruxelles*, Éditions Complexe, 1999, 309 p.] *Études internationales*, 32(1), 129–132. <https://doi.org/10.7202/704270ar>

fiction à outrance, ou encore « qu'une interminable guerre entre Russie et Pologne jusqu'à la fin du XVIII^e siècle [...] est à l'origine d'une critique radicale de la culture européenne qui donne naissance au courant slavophile (p. 74) », ce qui semble sortir tout droit d'une imagination débridée rarement en vogue chez les historiens sérieux. Ses conclusions générales, par contre, sont beaucoup plus sérieuses mais moins originales. En ce qui a trait à l'évolution des tensions nationales dans l'ex-URSS, Wanda Dressler propose deux lectures, l'une utopiste basée sur le potentiel des nationalités de produire « un rêve de coexistence internationale plus démocratique (p. 390) » après avoir été le lieu de contestation ouverte du régime soviétique, et qui est peu concluante, faute de preuves. L'autre lecture met en évidence le rôle des différentes intelligentsias locales dans l'entretien des tensions identitaires, le soutien économique des puissances occidentales à l'endroit de la Russie aux dépens des marches, le repli sur des constructions identitaires « régressives » comme l'exclusivisme linguistique des pays baltes par exemple, ou encore la libération du refoulé national sont des interprétations qui ont déjà été mises de l'avant par d'autres chercheurs. Ces analyses reposent sur des faits contenus dans certaines des analyses présentées dans cet ouvrage et n'invalident pas, du moins pour le moment, les développements théoriques de Mme Dressler quant à un potentiel réaménagement multi-ethnique démocratique des espaces politiques dans les anciennes républiques soviétiques.

Rappelons en terminant que l'ouvrage est d'une lecture fort ardue

en raison du style confus et de l'absence d'un effort sérieux de révision linguistique. De plus, certaines cartes sont dépourvues de légende, ce qui les rend d'une utilité assez minimale. En conclusion, il nous est permis d'espérer que de telles entreprises vont se poursuivre car un examen du discours sur la nation produit par les acteurs des mouvements identitaires éclaire souvent plus que de simples résultats d'élection. De plus, les analyses comparées du lexique entourant la nation et l'ethnie en Europe de l'Ouest et de l'Est font gravement défaut et on ne peut qu'applaudir la venue de projets épousant cette perspective. Toutefois, il serait à désirer qu'on y mette plus d'effort dans l'organisation et plus de sérieux dans la recherche et l'analyse.

Jean LÉVESQUE

*Département d'histoire
Université de Toronto, Canada*

Pourquoi la 2^e Guerre mondiale ?

GROSSER, Pierre, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999, 309 p.

Les causes et les responsabilités du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale ont fait l'objet de nombreuses études. Le livre de Pierre Grosser a une ambition relativement limitée : un parcours à travers la production bibliographique des dernières années, sans mettre en évidence les fondations bibliographiques, méthodologiques et archivistiques de chaque affirmation. Il rappelle qu'« [u]n panorama écrit en 1999 est nécessairement différent de celui qui présente l'état des questions en 1979 ou en 1989, et sera sans aucun doute obsolète bientôt ».

Dans ses quatre chapitres, l'auteur pose d'abord la question de savoir si la Seconde Guerre mondiale était incluse dans la Première. Son examen porte ensuite sur les « dynamiques perturbatrices » de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon et, en contrepoint, sur les effets des *appeasements* britanniques et français, les deux puissances les plus contestées, accusées de faiblesse. Il décrit enfin l'impact croissant des puissances périphériques, l'URSS, les États-Unis, et la guerre en Extrême-Orient.

Chaque chapitre contient des notes abondantes : par exemple, le premier chapitre est étayé de 160 notes se référant à des livres et des périodiques, en grande majorité britanniques et américains. Une sélection de quelques-unes des affirmations de l'auteur, parmi beaucoup d'autres, suit.

La Première Guerre mondiale fut la première expérience de massacres de masse, des millions de soldats tués au combat au génocide des Arméniens. Elle peut expliquer la violence de la guerre civile en Russie et la terreur stalinienne. La violence de la guerre a aussi produit une « brutalisation de la politique » (George Mosse). La politique en Allemagne, en Italie, en Russie consistait désormais en une guerre permanente, en affrontements poursuivis jusqu'à la victoire totale et la capitulation complète de l'adversaire, traité en ennemi diabolisé, déshumanisé, voué à la destruction. Les programmes nazis d'euthanasie apparaissent comme un chaînon essentiel pour comprendre les pratiques génocidaires. En France, un profond sentiment pacifiste a été nourri par le traumatisme de la Première Guerre mondiale.

Selon certains auteurs, le Traité de Versailles n'a pas été un pur *Diktat*, mais un instrument complexe, susceptible d'interprétations différentes. Le problème était sans doute moins le contenu du traité que sa perception. L'Italie et l'Allemagne eurent paradoxalement de bonnes relations avec l'URSS dans les années vingt. L'étendue de la coopération militaire clandestine entre l'Armée rouge et la Reichswehr à partir de 1921-1922 est mieux connue. Les États-Unis pratiquèrent l'unilatéralisme économique et refusèrent tout engagement politique. L'échec de Wilson en 1919-1920, qui ne put faire approuver le Traité de Versailles par le Sénat américain et donc l'entrée des États-Unis dans la SDN, peut s'expliquer par des raisons de personnalité, des affrontements politiques, des grandes tendances idéologiques. Il semble que les États-Unis n'étaient pas « mûrs » pour la coopération internationale : ils craignaient l'opportunisme des Européens. La question des réparations et des dettes de guerre empoisonnaient la vie internationale. Les administrations américaines ont toujours refusé de mettre fin aux dettes, et d'admettre tout lien entre les dettes de guerre dues aux États-Unis et les réparations allemandes. Selon David Kennedy, les dettes étaient le symbole « du dégoût ressenti à l'égard de l'Europe corrompue, du regret d'être intervenu dans la guerre en Europe, et de la détermination de l'Amérique provinciale à ne pas être dépouillée par des financiers internationaux tout velours », à cause desquels le fardeau de la guerre de 1914 risquait d'être transféré des Européens aux contribuables américains. La crise économique provoqua une radicalisation,

sans laquelle l'arrivée au pouvoir d'Hitler semble difficilement concevable. Elle a accéléré une tendance au protectionnisme et généré nationalismes politiques et économiques d'autarcie. Elle a accentué les rivalités entre Londres, Washington et Paris.

Il n'y a guère de discussion sur les responsabilités que portent l'Allemagne, le Japon et l'Italie dans le déclenchement des conflits de la Seconde Guerre mondiale. Pour l'Allemagne, la volonté de guerre d'Hitler a pu surmonter les réticences des autres protagonistes. Les ambitions d'Hitler sont exprimées dans son second livre de 1929 (non publié) : le rejet du Traité de Versailles ; la haine de l'URSS et la volonté d'acquérir à l'Est l'espace vital nécessaire ; l'hostilité à l'égard de la France ; la nécessité de l'alliance avec l'Angleterre et l'Italie ; à terme, la rivalité entre le continent dominé par l'Allemagne et les États-Unis, menant à une troisième guerre ; enfin la conspiration prétendue des Juifs. L'objectif de la guerre contre l'URSS était, en sus de la conquête territoriale, une guerre d'extermination contre les Juifs et les Bolcheviks, et de mise en quasi-esclavage des Slaves. Contrairement aux idées récemment exprimées par Pat Buchanan, les horizons d'Hitler étaient mondiaux et constituaient une menace à venir pour les États-Unis. L'Empereur Hirohito fut partie prenante des décisions en faveur de la guerre, y compris l'attaque de Pearl Harbour. Le rescrit impérial déclarant la guerre en 1941 ne mentionna pas, à la différence de ceux de 1894, 1904 et 1914, que le Japon respecterait le droit international. Mussolini se laissa emporter par sa « folie des grandeurs » et par l'euphorie du succès fasciste espagnol et de victoire éthiopienne.

Les puissances révisionnistes voulaient bouleverser l'ordre international – le droit du plus fort serait la seule loi, la guerre serait gagnée par tous les moyens, la SDN était l'ennemi. Franco ne fut pas, comme il a été longtemps décrit, l'homme d'État habile et prudent qui résista aux pressions allemandes pour entrer dans la guerre aux côtés de l'Axe. C'est Franco qui, le 19 juin, proposa l'entrée en guerre de l'Espagne, en même temps qu'une liste de conditions et gains escomptés.

Autre nouvelle vision : les accords de Munich pourraient être considérés comme une victoire à court terme qui revient en partie à Chamberlain, lequel a contribué à ce qu'Hitler renonce à la guerre pour 1938.

C'est Hitler qui, à partir de l'hiver 1938-1939, a vu l'intérêt d'une alliance avec Staline, pour isoler la Pologne, et pour pouvoir plus tard mener sa guerre à l'Ouest sans craindre l'ouverture d'un deuxième front. Staline a repoussé la proposition d'un Joukov formulée en mai 1941, d'une attaque préventive contre la Wehrmacht en train de prendre position. Les premiers succès de l'agression allemande ont bénéficié de l'aveuglement de Staline, sourd à tous les avertissements.

Le président Roosevelt était un internationaliste, mais l'opinion publique américaine était peu préoccupée par le sort des Juifs, souvent plus hostile au communisme qu'au fascisme. L'alliance entre Londres et Washington est restée fonction d'intérêts communs. Roosevelt a cherché à obtenir le maximum de gains politiques et financiers de la Grande-Bretagne avec le minimum d'investissement militaire. Aider l'Angleterre, puis l'URSS à tenir, afin d'éloigner la

perspective de l'entrée en guerre des États-Unis : « il fallait faire coïncider ce cynisme de l'intérêt national américain avec l'évidente sentimentalité de l'alliance anglo-américaine ».

Ces quelques indications, parmi beaucoup d'autres, montrent l'intérêt de ce livre qui confirme ou infirme un certain nombre d'idées reçues. Le nombre et la précision de ses références bibliographiques augmentent encore son intérêt, tant pour les spécialistes que pour les étudiants, et pour toute personne intéressée par cette période.

Yves BEIGBEDER

Attaché principal à l'UNITAR
Genève

MOUVEMENTS MIGRATOIRES

Migration, Diasporas and Transnationalism

VERTOVEC, Steven et Robin COHEN (dir.).
Cheltenham, Northampton, Edward
Elgar Publishing Limited, 1999, 663 p.

Dans un monde où dominent actuellement les valeurs libérales de mondialisation des marchés, l'étude des relations internationales est appelée à se développer en dehors des champs conceptuels classiques et à diversifier ses paramètres d'analyses. Ces nouveaux mouvements imposent une importante réflexion sur les différents facteurs modulant le système mondial. Le phénomène des migrations internationales est au cœur de cet exercice de reconceptualisation théorique et de renouvellement des recherches empiriques détaillées.

Cet ouvrage est le neuvième, à ce jour, publié dans la collection *The International Library of Studies on*

Migration, qui se spécialise dans l'étude des migrations sous toutes ses formes. Comme les autres bouquins de la collection, ce livre est un collage d'articles scientifiques parus à l'intérieur de revues telles *International Migration Review*, *Current Anthropology*, *Diaspora*, *Foreign Policy*. Il regroupe 34 articles datant de 1973 à 1996.

Les éditeurs de ce volume ont voulu lier trois grands thèmes – la compréhension des migrations contemporaines, la résurgence de la notion de diaspora, l'émergence du transnationalisme et son effet sur l'identité collective. Ainsi, les articles sélectionnés sont regroupés et présentés en fonction de ces trois thèmes, formant, pour les besoins de la publication, trois sections distinctes.

La réalité des migrations a beaucoup évolué depuis les années soixante-dix. Parmi ces changements, on note, entre autres, un déplacement, dans le choix de la destination, des pays occidentaux vers l'Asie et le Moyen-Orient, une présence accrue de l'immigration illégale et une immigration féminine indépendante. Cette évolution accentue le lien que les migrations nourrissent maintenant avec les concepts de diaspora et de transnationalisme, pour trois raisons : 1) les nouveaux moyens de communication et l'interdépendance culturelle observée depuis quelques années permettent aux émigrants de conserver leur identité d'origine tout en adoptant celle de leur pays d'accueil ; 2) ces multiples identités sont soutenues par la constitution de puissants réseaux internationaux de contacts ; 3) la création d'associations mondiales des différentes diasporas et le développement des transactions financières